

Concours d'accès aux Instituts Régionaux d'Administration

Nom de l'IRA : ... LILLE ...

Nature du concours (interne, externe, 3e voie) : ... EXTERNE ...

Epreuve : ... Composition ...

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Les politiques publiques françaises de lutte contre le chômage sont-elles adaptées ?

Le chômage est un phénomène qui fait état de la part de la population active qui se trouve dans une situation de non-emploi. Le taux de chômage permet en ce sens d'apprécier l'étendue de cette population ; il se situe en France en 2019 à 8,9%. Ce dernier s'avère un indicateur pertinent, permettant de mettre en lumière les évolutions économiques et sociales de la société.

Il fait l'objet, de manière permanente en France, de politiques publiques visant sa diminution voire idéalement son éradication, menant ainsi au « plein-emploi » connu quelques décennies auparavant lors des « Trente glorieuses ».

Le chômage représente en outre un phénomène complexe dont les causes peuvent être conjoncturelles ou structurelles. Cette configuration rend la lutte à son égard particulièrement ardue tant il dépend de circonstances et de modalités diverses.

Les politiques publiques françaises déployées ces dernières années contre le chômage ont témoigné d'une volonté étatique certaine

de lutter contre ce phénomène. Cela dit, elles ont été régulièrement questionnées et les résultats produits n'ont pas toujours été nécessairement convaincants. En effet, ces politiques publiques s'avèrent difficilement adaptables dans un contexte budgétaire contraint et une période de crise financière et des dettes souveraines. Il est donc complexe dans de telles circonstances, de mettre en oeuvre des mesures parfaitement idoines et pérennes.

En dépit des difficultés conjoncturelles rencontrées ces dernières années, des politiques publiques de lutte contre le chômage ont été instaurées, permettant de limiter les effets d'hystérie de la crise et d'encourager un retour à l'emploi. Elles ont désormais vocation à être poursuivies ou bien modifiées en vue de leur perfectionnement (à l'instar du CICE - Crédit d'impôt compétitivité emploi - au 1^{er} janvier 2019).

Les choix politiques quant à la lutte contre le chômage (relance de l'emploi par le soutien aux entreprises, par la réduction des aides sociales tel que le RSA ...) mènent à des situations diverses en termes d'approche du problème. Ainsi, au vu des évolutions de ces dernières années, peut-on dire que les politiques publiques françaises en matière de chômage sont réellement adaptées à la situation actuelle du pays ?

Si la lutte contre le chômage fait bel et bien l'objet de politiques publiques qui visent à le réduire efficacement (I), ces dernières présentent toutefois un bilan

mitigé nécessitant l'exploration de nouvelles voies d'action publique, parfois à une échelle communautaire (II).

* * *

Lutter efficacement et de manière adaptée contre le chômage suggère d'en apprécier les causes, qui s'avèrent multiples (A). Ensuite, des politiques publiques ont été mises en œuvre dans cette optique, témoignant d'une volonté étatique de mettre fin au phénomène (B).

Le phénomène du chômage est le fruit de causes dites structurelles ou bien conjoncturelles. Cette dernière catégorie renvoie notamment à la crise financière de 2008 qui a entraîné une augmentation du taux de chômage en France et plus largement dans toute la zone euro (ZE). Par ailleurs, ce choc symétrique a également mis en exergue les fragilités idiosyncratiques des États touchés ; l'emploi en France s'est avéré fragile et a été durablement impacté (« effets d'hystérèse »). Trendio (2016) a en ce sens relevé près de 1600 faillites d'entreprises depuis 2008, exacerbant la hausse du chômage, également favorisée par une baisse de la croissance sur cette période (output gap).

Le chômage est aussi le résultat de causes structurelles à l'instar de la désindustrialisation progressive des pays industrialisés et développés. En effet, les délocalisations vers des régions où les coûts de production sont inférieurs ou encore la fragmentation des chaînes de valeurs portent préjudice à l'emploi dans les pays développés.

Si le théorème « H. O. S » (Hescker, Ohlin et Samuelson) envisageait une égalisation des prix des facteurs abondants dans le domaine du commerce international, il s'est avéré en vertu du théorème Stolper-Samuelson que les détenteurs du facteur abondant sont favorisés au détriment des détenteurs du facteur rare. Ainsi, la mondialisation a entraîné un chômage particulièrement notable dans le secteur des emplois peu qualifiés dans les pays industrialisés. La désindustrialisation semble donc constituer une « source » de chômage qu'il s'agira d'enrayer. Selon Rodrik (2011) une industrie dynamique est nécessaire car elle assure un emploi pour les ouvriers qualifiés et contribue à l'existence d'une classe moyenne.

Le chômage est aussi le résultat d'une perte générale de compétitivité à niveau international, générant la destruction d'entreprises.

Selon Schumpeter (A Theory of economic evolution - 1911), la « destruction créatrice » doit avoir lieu malgré ses effets sur l'emploi. L'Etat ne doit pas endosser le rôle d'« Etat brancardier »

(ALSTON - 2004), au risque de favoriser une hausse du taux de chômage (Le Creusot-Loire - 1984).

Finalement, il convient d'ajouter que le chômage est aussi lié à une faible participation des seniors à l'emploi et pour certains d'une incitation trop faible au retour à l'emploi.

* *

Des politiques publiques ont été mises en oeuvre dans le but de lutter contre le chômage, en tenant compte des besoins particuliers de l'économie après la crise de 2008.

Les politiques économiques françaises

Concours d'accès aux Instituts Régionaux d'Administration

Nom de l'IRA : L I L L E

Nature du concours (interne, externe, 3e voie) : E X T E R N E

Epreuve : C o m p o s i t i o n

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numérotter chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

ces dernières années se sont articulés autour de deux champs : politique horizontale et politique verticale.

La politique horizontale vise à corriger les imperfections du marché comme les externalités négatives ou bien l'asymétrie d'information. C'est dans cette optique que Bpifrance a été instauré (2012) afin d'accompagner les entreprises françaises dans leurs projets respectifs (avec l'aide de Business France pour l'export). Par ailleurs, la politique économique horizontale se déploie également au travers des AME (aménagements pour le maintien dans l'emploi) ou encore des modifications législatives du droit du travail permettant de flexibiliser l'emploi. Autre point essentiel de la politique horizontale : les politiques publiques mettant en œuvre différents instruments pour l'emploi comme le CICE ou le Pacte de responsabilité, ainsi que la Prime d'activité.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le CICE est devenu l'équivalent d'une baisse de charges pour l'entreprise. Il permet, tout comme les autres instruments cités précédemment, d'augmenter le nombre d'emplois et d'inciter les entreprises à l'embauche.

La politique économique verticale contribue aussi à la lutte contre le chômage, mais de manière sectorielle. Les "34 plans de

la Nouvelle France industrielle \rightarrow devenus « les 10 solutions de la Nouvelle France industrielle » en 2010 témoignent de cette volonté de dynamiser des secteurs français spécifiques (selon les avantages comparatifs) afin de soutenir l'emploi qui en émane. Le Crédit impôt recherche (CIR) s'inscrit dans cette démarche de soutien aux secteurs innovants de manière à faire émerger des « champions nationaux », sources d'emplois.

* * *

Bien que les instruments évoqués aient permis la création d'emplois ou empêché leur destruction, les politiques publiques de lutte contre le chômage semblent toutefois insuffisamment adaptées à la situation économique actuelle (A). Des pistes nouvelles doivent être explorées, dépassant si nécessaire l'échelle nationale afin de trouver des solutions pérennes dans un cadre communautaire (B).

Le Rapport Gallois met en exergue, concernant la lutte contre le chômage, la nécessité d'étendre très largement les instruments utilisés. Il s'agit de traiter le problème du chômage très en amont, notamment par la valorisation de la filière professionnelle, celle de l'apprentissage et aussi celle relative au secteur technique. Le rapport met aussi

l'accent sur la nécessaire revalorisation du salarie des enseignants français, nettement en-deçà de la moyenne des pays de l'OCDE. En effet, le problème du chômage prend racine bien avant l'entrée dans la vie active et c'est a priori cet aspect du phénomène qui n'est pas suffisamment examiné dans le cadre des politiques publiques de lutte contre le chômage.

Par ailleurs, la formation tout au long de la vie est un mécanisme qui peine à s'implanter durablement en France, contrairement aux pays scandinaves, qui détiennent des résultats nettement supérieurs en la matière. Or la formation professionnelle est un véritable gage de maintien dans l'emploi, permettant aux individus un renouvellement de leurs compétences, ce qui les protège du chômage (et surtout du chômage de longue durée, qui est plus délétère et rend le retour à l'emploi particulièrement difficile). La question de la formation tout au long de la vie prend d'autant plus d'importance que l'automatisation est en passe de s'installer durablement et progressivement dans l'économie. Selon Deraray (2016), l'automatisation aux Etats-Unis crée davantage de chômage que la concurrence chinoise. Cet exemple renforce l'idée que l'adaptabilité et le renouvellement professionnel et technique des travailleurs est une condition sine qua non pour limiter le chômage.

Dans un autre registre, le Think tank Terra Nova (2019) suggère une prise en considération de tous les éléments possibles pour favoriser l'emploi, et notamment les droits de transmissions. En effet, une plus forte imposition de l'héritage en France aurait un impact positif sur le facteur travail (multiplicateur

non négligeable) car les agents, du fait de la perte de revenu sur la transmission, compenseraient par le travail.

* *

De nouvelles pistes peuvent être explorées pour lutter contre le chômage ; ces dernières peuvent être communautaires et donc étendre cette lutte au-delà du cadre national. Le CAE préconise en ce sens la création d'une assurance chômage à l'échelle européenne dans sa note Compléter l'euro (2013). Cette assurance chômage communautaire (potentiellement en lien avec le Fonds Spinielli) permettrait de limiter le dumping social dans l'Union européenne (UE) et de favoriser un retour rapide à l'emploi.

Afin de prévenir le chômage, les Etats membres de l'UE ont tout intérêt dans un premier temps à protéger l'économie européenne dans un contexte de concurrence internationale très forte.

Plusieurs instruments sont possibles dans cette optique comme la mise en place d'Ajustements climatiques aux frontières (ACF) pour ne pas pénaliser les produits européens soumis à une législation environnementale stricte, de barrières à l'accès du marché européen pour les entreprises ne respectant pas les valeurs de l'UE (Rapport Gallois et exemple de REACH par rapport aux produits chimiques), ou encore d'une politique commerciale européenne ^{verticale} assurée (en s'inspirant de la réussite du PERDT ayant permis le satellite Galileo). L'intérêt est bien de protéger autant que faire se peut l'emploi à l'échelle européenne car la politique commerciale est bien une compétence de l'UE et non des Etats individuellement. L'UE pourrait aussi recourir

Concours d'accès aux Instituts Régionaux d'Administration

Nom de l'IRA :

Nature du concours (interne, externe, 3e voie) :

Epreuve :

CONSIGNES

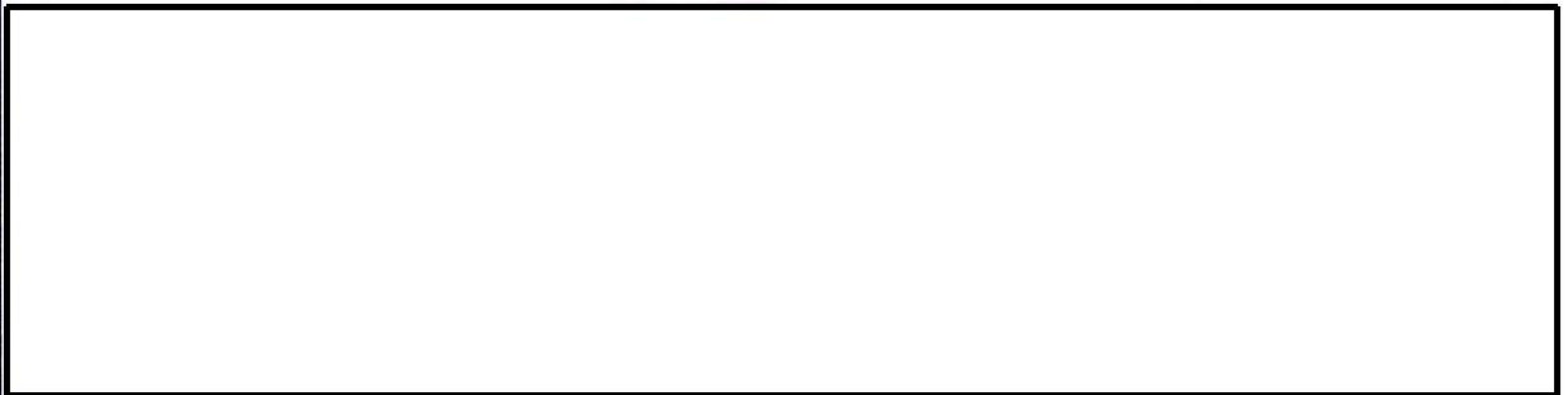
- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

ses intérêts et permettre l'émergence de "champs européens" (refus de la concentration Alstom-Siemens en 2019).

Ainsi, l'UE peut aussi prévenir le chômage en protégeant l'économie européenne par divers mécanismes. Elle pourrait faire davantage usage des IDC (instruments de défense commerciale) et de l'ORD (OMC) pour faire valoir ses intérêts et sa place sur la scène commerciale internationale.

* * *

Les politiques publiques françaises relatives à la lutte contre le chômage ont dû s'adapter aux événements conjoncturels survenus ces dernières années. Elles doivent aussi présentement s'attaquer aux causes profondes et structurelles du chômage. Face à l'ampleur de la tâche et malgré des politiques pertinentes, les résultats témoignent de difficultés persistantes. Les politiques ne s'avaient pas toujours adaptées au contexte économique. Toutefois, des pistes sont ouvertes et la protection de l'économie européenne semble à ce titre constituer une perspective positive pour lutter contre le chômage.



Lined writing area with horizontal lines.

Lined writing area with horizontal lines.

